

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Sorman, Guy. *La nouvelle Richesse des Nations*. Paris, Fayard, 1987, 336 p.

par Gilbert Larochelle

Études internationales, vol. 20, n° 3, 1989, p. 726-729.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702554ar>

DOI: 10.7202/702554ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Sans doute serait-on tenté de s'étonner de l'extrême brièveté avec laquelle est présentée l'attitude de l'Église face au problème israélo-palestinien dans le chapitre suivant, intitulé « l'Église face aux mutations politiques et territoriales », si ce n'était la loi du genre pour un tel livre. Cette attitude est d'ailleurs bien connue; mieux peut-être que celle de l'Église à l'égard des deux autres « mutations » qui ont retenu l'attention des auteurs: la décolonisation et la question de la frontière occidentale de la Pologne couplée avec celle de la frontière entre les deux Allemagne.

L'ouvrage ne pouvait se terminer sans que soit rappelé ce que sont les rapports entre le Saint-Siège et les organisations internationales. C'est l'objet du sixième et dernier chapitre de sa seconde partie, au terme de laquelle les auteurs interprètent l'ensemble des données recueillies et s'efforcent d'évaluer les résultats obtenus par l'action de l'Église. On retiendra surtout qu'ils constatent l'établissement d'une nouvelle hiérarchie des préoccupations par et pour l'Église, dont les interventions dans la sphère temporelle de la communauté internationale, plus nombreuses et retentissantes que par le passé, lui valent « un regain de notoriété dans le monde entier » (p. 237), auquel le nouveau style pontifical inauguré par Paul VI et plus encore illustré par les fréquents voyages de Jean-Paul II n'est sûrement pas étranger.

Cet ouvrage de synthèse publié par les Éditions du Centurion en 1988 s'ajoute à plusieurs autres déjà parus dans la collection « Église et Société » dirigée par les Jésuites du Centre de Recherche et d'Action Sociales. À n'en pas douter, il a sa place dans les bibliothèques des spécialistes des relations internationales, comme dans celles de tous les esprits curieux de

connaître et comprendre l'action de l'Église dans le monde d'aujourd'hui.

Jean MALLEIN

*Faculté de droit et des sciences
économiques de Brest, France*

SORMAN, Guy. *La nouvelle Richesse des Nations*. Paris, Fayard, 1987, 336p.

La pauvreté des nations du Tiers-Monde n'est pas la conséquence de l'exploitation de l'Occident, ni avatar incontournable de leurs cultures, ni expression d'une sombre prédestination. Chef de file des libéraux en France, Guy Sorman tente plutôt de démontrer que les pays que l'on appelle sous-développés sont victimes d'eux-mêmes, particulièrement de leurs propres politiques internes, responsables qu'elles sont de l'indigence dont ils souffrent. Après *La révolution conservatrice américaine* (1983), *La solution libérale* (1984) et *L'État minimum* (1985), *La nouvelle Richesse des Nations* non seulement emprunte à Adam Smith le titre de son célèbre ouvrage paru en 1776, mais vise à convaincre, à l'instar des précédents essais, de l'utilité toujours actuelle de sa philosophie économique. Mais, l'originalité de ces pages est certes d'en interpellier l'application en dehors des cadres sociaux européens pour lesquels elle avait d'abord été conçue. Cette vocation d'universalité du libéralisme s'autorise d'un constat: l'Europe de Smith « ressemblait à bien des égards, note Sorman, au Tiers-Monde d'aujourd'hui ».

Dans une tradition intellectuelle ayant cours en France depuis les grands périple de Tocqueville en Amérique, l'au-

teur a effectué un voyage dans plus de dix-huit pays du Tiers-Monde, de la Chine au Brésil, de l'Inde à Cuba, de l'Égypte à l'Afrique du Sud. Empruntant la forme d'un grand reportage davantage que celle d'une étude proprement scientifique, l'enquête menée pendant trois années de pérégrinations présente des témoignages de chefs d'État, de poètes, d'intellectuels, d'hommes d'affaires, d'humbles citoyens, tous colligés et interprétés avec l'espoir tant de comprendre les maux que de dégager des solutions pour ces pays enlisés dans le marais de la pauvreté.

Le malheur du Tiers-Monde est d'être emporté par un irrépressible désir de puissance nationale et d'accumulation corrélative des symboles de la force étatique davantage que par l'aspiration à faire se résorber la misère endémique de sa population. Les symptômes sont nombreux : prédominance des forts sur les faibles, règne des « idéologies totalitaires qui envahissent l'espace laissé vacant par l'effondrement des civilisations traditionnelles », mépris de l'économie, du pluralisme, de l'individu et de ses droits, etc. Ces facteurs de mal-développement se conjuguent à des stratégies de gestion exaltant l'orgueil nationaliste et les *desiderata* d'élites en ascension sociale, beaucoup plus assoiffées de somptuosité que de rentabilité, d'imitation que de création. Ainsi, les masses défavorisées ont-elles à subir plutôt qu'à participer à l'essor pourtant possible d'un hémisphère perpétuellement laissé-pour-compte.

L'audace du projet d'abord étonne, puis enfin paraît moins consternante que la facture de son argumentation qui, visiblement, cède parfois aux apparences d'une provocation délibérée. S'agit-il de déculpabiliser l'Occident, de l'exonérer de toute responsabilité à l'égard des déboires du Tiers-Monde ou de saluer ironiquement le crépuscule d'un discours tiers-mondiste tous azimuts ? Le pari de Sorman confine

ici à la recherche d'un congédiement des lieux communs, des clichés qui servent toujours d'alibis, dit-il, aux dirigeants des nations décolonisées, désireux qu'ils paraissent tous de se dédouaner de leur propre échec depuis l'affranchissement de lien colonial. Partout, la volonté de verrouiller les frontières, le rêve d'une chimérique autarcie économique, le choix de faire reposer sur l'État tous les leviers du développement se sont avérés une calamité.

Des *peones* du Mexique aux *gauchos* de l'Argentine, l'agriculture, par exemple, souffre des politiques qui la régissent. Au sud du Rio Grande, les paysans vivent, note Sorman, dans l'étau d'une dépendance servile envers l'État et ses appareils totalitaires, plus enclins à la propagande qu'à la productivité. Soixante-quinze années de « révolution paysanne » — la seule dans le monde à revendiquer cette épithète avec la chinoise de 1949 ! — suffisent amplement à démontrer que la présence parfaitement superfétatoire de l'État dans ce secteur décourage la créativité et conduit les *campesinos* à la déroute. Qu'un Octavio Paz, intellectuel de gauche s'il en fut un, se soit rallié au libéralisme constitue, pour l'auteur, le « signe d'un retournement profond ». Quant au modèle « national-industrialiste » de Peron, il fut le sentier de la paupérisation : « ... vers 1945, l'histoire là-bas a basculé et l'Argentine offre le cas unique pour notre temps de quarante ans de stagnation économique, d'un peuple européen qui se « tiers-mondise ».

Les rhétoriques inspirées du socialisme n'ont certes pas l'heur de se révéler plus convaincantes : ni les versions cubaines ou chinoises de ce discours agraire, ni l'expérience tanzanienne de Nyerere n'ont été plus concluantes, car le système de la contrainte ne fonctionne pas : la « volonté de contrôler la paysannerie explique la pénurie alimentaire dans le Tiers-Monde », constate Sorman. L'idée même de modèle

illustre la « défaite des idéologies » pour reprendre le titre de la deuxième partie de son livre qui, d'ailleurs, en compte trois : la première – « la politique de la pauvreté » – propose le diagnostic des maux du Tiers-Monde, la seconde en étudie les causes et, enfin, la dernière – « devenir riche en vingt-cinq ans » – en prescrit la thérapeutique. Pourfendant les libéralismes de façade, l'auteur soutient même qu'ils sont interchangeables avec la pratique des régimes socialistes : « Ainsi va le Tiers-Monde, déplore-t-il, balloté entre un libéralisme d'intention, discours idéologique sans contenu ou sans relation avec la société réelle, et des mythes révolutionnaires ».

La terre doit être restituée aux paysans sans que le politique intervienne dans l'exploitation agricole, sauf pour appuyer la mise en marché des produits, voilà résumé le message de Sorman dans ce domaine comme dans les autres. Pareille revendication ne vise pas tant la recherche d'une meilleure politique que l'absence de politique. L'argumentation se veut ici d'une limpidité non équivoque : il existe des principes universaux applicables dans toutes les sociétés. 1) L'homme est un être rationnel qui cherche à améliorer son sort sous quelque hémisphère qu'il soit. 2) Cette rationalité le motive à entreprendre et à capitaliser dans son action en vue d'accumuler le maximum de biens matériels et de satisfaire ainsi son égoïsme foncier. 3) Les stratégies de développement doivent être ciblées sur l'atteinte de ces finalités et se limiter à des mesures incitatives au rang desquelles l'éducation figure en tête de liste : « toute information accumulée par le paysan rationnel se transforme, à coup sûr, en production supplémentaire ». Faisant siens les propos d'un prix Nobel d'économie, Théodore Schultz, Sorman note que « c'est la redécouverte des motivations d'entrepreneur qui ressuscite aujourd'hui l'agriculture chinoise ou africaine ».

Loin de se réduire à un simple réquisitoire étalant cyniquement tous les vices des pays déshérités de la planète, *La nouvelle Richesse des Nations* propose nombre de raisons de ne pas renoncer à les voir, un jour, atteindre une certaine opulence. « Le Tiers-Monde, souligne l'auteur, n'est pas la masse inerte et désespérée qu'on nous donne trop souvent à percevoir en Occident ; bien au contraire, il réfléchit, travaille et innove ». Par la « révolution verte » en Inde et au Pakistan, un « chant de l'espoir » résonne dans d'innombrables communautés paysannes de l'Asie. Un tel tour de force est également réalisable en Afrique, comme le démontre l'expérience réussie d'irrigation et de colonisation du désert à Dix de Ramadan en Égypte. Le cas des « quatre dragons » de l'Asie – Hong Kong, Taïwan, Singapour et la Corée du Sud – s'avère indubitablement le plus éclatant des succès du Tiers-Monde. Et de conclure l'auteur : « la solidarité ultime avec le Tiers-Monde, ...c'est d'admettre que la solution à la pauvreté des masses se trouve là-bas plutôt qu'ici, dans leur politique plutôt que dans la nôtre ».

Récit de voyage, expédition de recherche de nouvelles terres d'accueil du libéralisme, apologie de l'impérialisme occidental, imposture ou bréviaire des « développementalistes », à quelque enseigne que ce livre soit logé, il fournit un matériau de base pour une critique du tiers-mondisme. Toutefois, ne faut-il pas reconnaître que le volet économique de cette réflexion paraît plus convaincant que les conclusions politiques que l'auteur en tire. La revendication d'universalité dont elle s'autorise pour la démocratie libérale, pour l'homme rationnel, pour les initiatives individuelles contre la centralisation étatique contribue à esquisser un projet qui, à l'examen, ressortit trop à des critères occidentaux pour que sa transcendance culturelle n'en paraisse pas quelque peu suspecte. D'ailleurs, en toile de fond, la requête de Sorman pour

un retrait du politique est en elle-même une politique, occidentale et comment! Au tout début de son ouvrage, il exprimait ses craintes de céder à un européenocentrisme: le résultat confirme-t-il pareilles appréhensions? Il faut néanmoins lui savoir gré d'une telle franchise. Livre polémique bien sûr, mais une fois acceptée cette convention d'auteur, il se lit avec le plaisir délectable d'un roman.

Gilbert LAROCHELLE

Université du Québec à Chicoutimi, Canada

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

CALVERLEY, John and O'BRIEN, Richard, Editors. *Finance and the International Economy*. Oxford University Press, Oxford, 1988, 208p.

Ce livre publie les essais gagnants en 1988 des prix offerts par American Express Bank Ltd. de Londres, Angleterre, en l'honneur du célèbre économiste Robert Marjolin. Ce concours ouvert à tous offre des prix d'une valeur de 40 000 \$ US dont un prix de 15 000 \$ US. Les sujets traités doivent se rattacher au domaine international spécialement au commerce international et aux finances internationales. De plus, le sujet traité doit couvrir des questions importantes dans le domaine international. L'accent est mis avant tout sur la résolution concrète de problèmes et de politiques économiques avec des implications internationales. En somme, ce concours se veut de perpétuer le style d'économiste que fut Marjolin à son époque, soit très pragmatique et porté avant tout vers la mise en place de structures et d'institutions pour l'intégration des marchés européens. Les articles primés reflètent cette approche.

Alexis Rieffel, le grand gagnant du concours, présentement député directeur à l'Office of Monetary Policy au département du trésor américain, tente de démontrer que la politique de contrôle des taux de change poursuivie par les pays en développement retarde leur développement et leur entrée dans la ligne des pays industrialisés, qu'une telle politique est inspirée avant tout par des facteurs politiques plutôt qu'économiques et qu'en fin de compte avec les changements technologiques actuels en communication et en informatique de tels contrôles deviennent de plus en plus inefficaces. L'auteur propose donc une libéralisation unilatérale des taux de change. Pour confirmer ces dires, Rieffel examine le système de contrôles mis en place par trois pays sur le point de devenir des pays industriels, soit le Brésil, la Corée et l'Inde. À l'aide d'une liste assez exhaustive comportant 34 catégories de contrôle, il montre que ces pays continuent de maintenir des restrictions dans au moins 14 catégories. Il appert donc que l'on est encore loin du régime flexible qu'on prônait en 1973. L'autre aspect de son essai est de démontrer que ces contrôles encore trop substantiels permettent aux taux de change d'être surévalués et en conséquence nuisent à une bonne et saine concurrence.

Dans un autre essai gagnant d'un prix AMEX, Michel Maila, vice-président de la banque de Montréal à Londres, met en évidence le fait que le marché des changes tend à diversifier les risques associés aux taux de change. Il soutient d'ailleurs la thèse que l'intégration de plus en plus poussée des économies requiert de nouvelles réglementations des marchés de changes et qu'il n'est pas du tout approprié de créer des zones régionales de marché de change, comme le SME, en vue d'assurer une stabilité au niveau d'une région ou entre régions. Il préconise plutôt une meilleure politique de coordination entre pays